

Eidgenössisches Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung WBF

Staatssekretariat für Wirtschaft SECO Direktion für Standortförderung KMU-Politik



« La Suisse, véritable cancre numérique » JRAM Champéry / 24 juin 2021

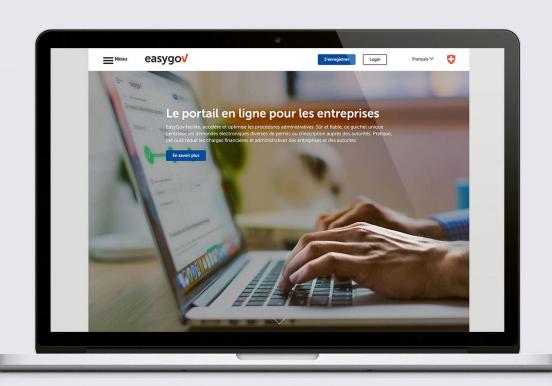
Rôle de EasyGov dans les crédits covid

André BERDOZ

Vice président de l'usam, Chambre vaudoise des arts et métiers

Contraction EasyGov: Le portail en ligne pour les entreprises





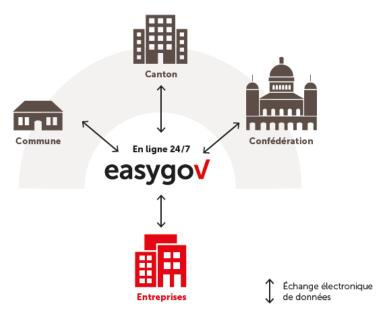
Objectifs d'EasyGov

Objectifs du mandant

- Mettre en place un méta-portail pour toutes les démarches des entreprises auprès des autorités
- Couvrir l'ensemble du cycle de vie d'une entreprise : de sa création à sa liquidation en passant par son exploitation
- Faire en sorte que ce portail soit indépendant de la Confédération et des différentes autorités

Projet dans le cadre de la Stratégie suisse de cyberadministration

 Il intègre jusqu'à fin 2023 les dix prestations des autorités fournies sous forme électronique qui font l'objet de la plus forte demande de la part des entreprises : www.egovernment.ch/oss





Avantages d'EasyGov

Avantages pour l'entreprise

- <u>Efficacité</u>: toutes les transactions sont réalisées via un même portail avec un identifiant unique, une interface classique et une réutilisation des données déjà saisies (principe « once only »).
- <u>Simplicité</u> : il n'est pas nécessaire de savoir qui est compétent dans quel domaine ni de connaître les procédures administratives.

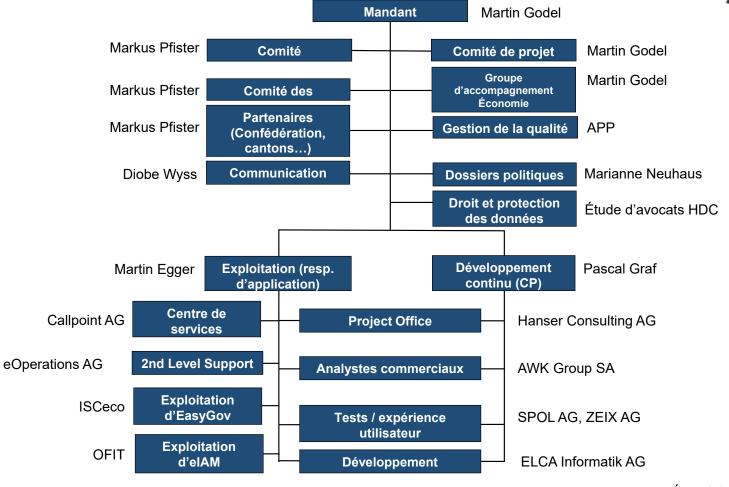
Avantages pour l'autorité raccordée au portail

- Économies en matière de front-end
- Augmentation du nombre de transactions électroniques
- Qualité élevée des informations transmises
- Contribution limitée (utilisation des interfaces existantes)
- Prestations front-end telles que le centre de services EasyGov



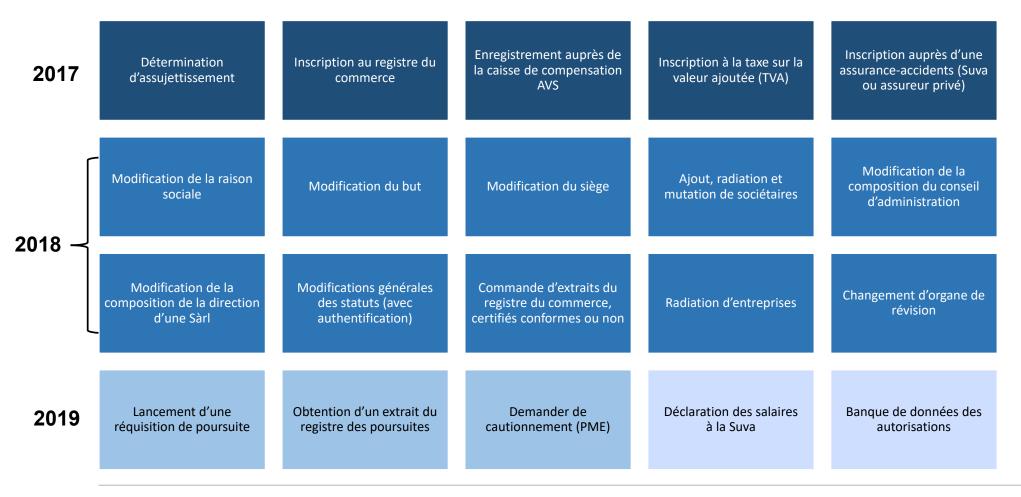
Organigramme





État : juin 2021

Détail des services proposés d'EasyGov 2017-2019



Poursuite du développement d'EasyGov 2020

Sept. 2020

Droits de propriété intellectuelle (IPI) Enregistrement de marques et mise à jour du registre

Saisir et publier des publications dans la Feuille officielle suisse du commerce (FOSC)

L'échange électronique de données avec les offices des poursuites

Le guichet étend ses services à toutes les formes juridiques comme les fondations, les associations ou les coopératives

Services proposés d'EasyGov COVID-19

Mars Avril 2020

Crédits COVID-19 pour les entreprises (jusqu'au 31.07.2020)

Cautionnements COVID-19 accordés aux start-ups (jusqu'au 31.08.2020)

Informations et données relatives aux crédits COVID-19 pour les entreprises : <u>covid19.easygov.swiss</u>
Informations nécessaires afin de faire face à la crise COVID-19 : <u>helpcenter.easygov.swiss</u>
Informations et formulaires sur les plans de protection : <u>backtowork.easygov.swiss</u>

Poursuite du développement d'EasyGov 2021

Avril 2021

Conditions de travail Gérer les permis de travail Annoncer un poste vacant soumis à l'obligation d'annonce et le publier

Août 2021

Procédure d'annonce pour les personnes admises à titre provisoire (AP) et les réfugiés reconnus (RR)

Procédures de poursuite :

réquisition de continuer la poursuite, réquisition de vente et données générales (e-LP)

Déc. 2021

Autorité de surveillance des fondations (eESA)

Autorisations d'exercer une activité lucrative relevant du droit des étrangers Frontaliers (projet pilote)

Suivi des IDE

Poursuite du développement d'EasyGov 2022

T2 2022 Autorisations d'exercer une activité lucrative relevant du droit des étrangers Ressortissants d'États tiers (projet pilote)

Synergies EasyGov/TVA (décompte TVA easy)

Radiation d'une entreprise

Fonction de paiement

T4 2022 Autorisations d'exercer une activité lucrative relevant du droit des étrangers Détachements (projet pilote)

Transfert d'entreprise

Dépôt de demande et rapport annuel des cautionnements

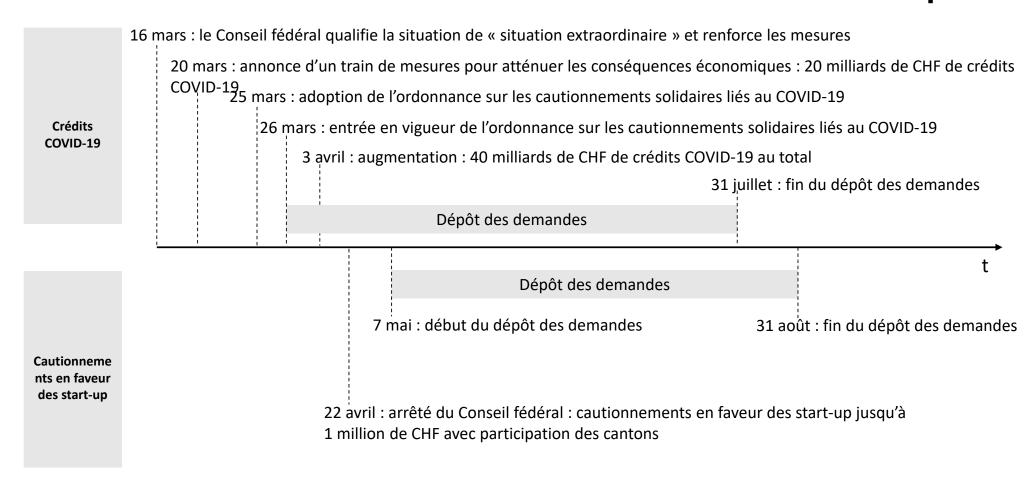
Objectifs principaux

- Garantir une liquidité aux entreprises (y c. aux indépendants) pour compenser les pertes provoquées par la pandémie / le confinement au printemps et pour éviter les faillites causées par ces événements -> Contribution permettant de couvrir les coûts fixes
- Priorité accordée à l'apport de liquidités aux PME et aux entreprises sans ligne de crédit existante; les plus grandes entreprises sont parvenues à tirer profit des crédits performants et des marchés des capitaux
- Versement rapide des crédits garantis avec un minimum de bureaucratie (un jour ouvré)
- En complément à d'autres mesures économiques à grande échelle (p. ex. indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail, soutien spécifique à l'industrie en matière de liquidités pour les infrastructures systémiques/essentielles, aide financière non remboursable en cas de difficulté)

Mise en œuvre

- Étroite collaboration entre les banques sises en Suisse, la Banque nationale suisse (BNS) et le gouvernement fédéral
 - Les entreprises ont pu demander un crédit auprès de leur banque principale
 - La BNS a garanti un apport de liquidités aux banques grâce à la facilité de refinancement BNS-COVID-19
- Crédits en grande partie garantis par le gouvernement fédéral
 - Crédits à hauteur de 10 % du chiffre d'affaires annuel au maximum, pour un chiffre d'affaires maximal de 500 millions de CHF
 - Crédits garantis jusqu'à 0,5 million de CHF, taux d'intérêt nul
 - Crédits plus conséquents (20 millions de CHF max.) garantis à 85 %, la banque couvrant les 15 % restants avec un taux d'intérêt de 0,5 %
- Volume maximal des crédits garantis : 40 milliards de CHF (6 % du PIB)
- Remboursement dans les 5 ans (8 ans actuellement ; prolongation de 2 ans max.)

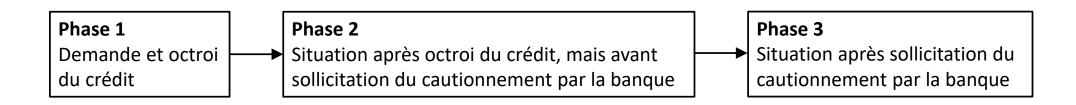
Crédits COVID-19 et cautionnements en faveur des start-up



Utilisation

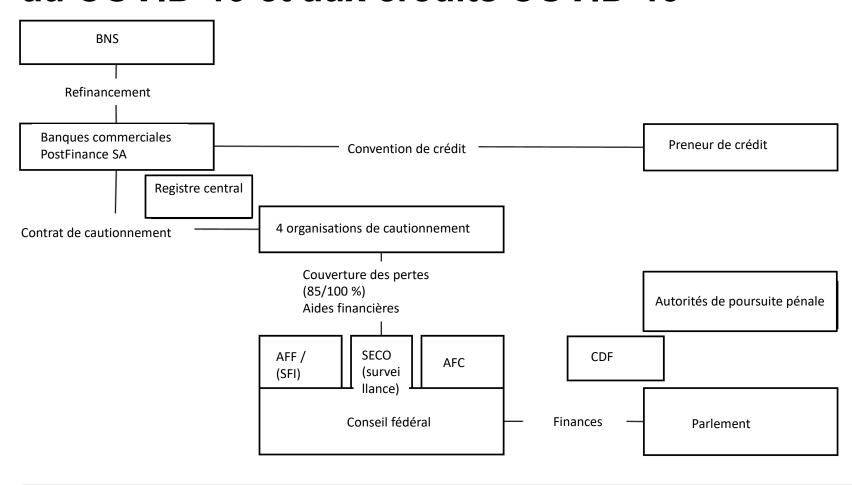
- Total des crédits garantis : 17 milliards de CHF (2,4 % du PIB)
- Participation volontaire de 124 banques
- Utilisation des crédits COVID-19 très répandue : plus de 20 % des entreprises en bénéficient
- Majoritairement octroyés aux micro-entreprises (< 10 ETP; 83 % du total des crédits) et aux petites entreprises (10 à 49 ETP; 14 % du total des crédits)
- Plus une entreprise a été touchée par le confinement, plus elle aura tendance à participer au programme
- Plus les liquidités d'une entreprise étaient faibles avant la pandémie, plus celleci aura tendance à participer au programme
- Les start-up ont aussi pu participer, alors qu'elles auraient difficilement eu accès à ces financements dans d'autres circonstances

Les trois phases du système de cautionnement des crédits COVID-19



V

Parties prenantes aux cautionnements solidaires liés au COVID-19 et aux crédits COVID-19



🛡 Défis

- Élaboration parallèle des bases légales et des processus opérationnels, y c. de la solution informatique par le biais d'EasyGov.swiss / covid19.easygov.swiss
- Nombreuses parties prenantes dans le système, beaucoup d'autres lois s'appliquent dans le processus
- Nécessité d'augmenter très rapidement les ressources en matière de personnel et d'infrastructure (au sein des organisations de cautionnement et du SECO), en partie par le biais d'entreprises privées
- Communication avec les médias
- Nombre colossal de demandes sur la hotline
- Prévention et condamnation des abus



CRÉDITS CORONA

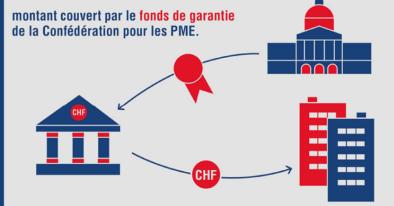


2 semaines 💸



ont été nécessaires pour lancer le plan d'aide économique le plus conséquent de toute l'histoire de la Suisse.

40 milliards de francs



100%

pourcentage à hauteur duquel les crédits jusqu'à 500 000 francs sont couverts par la Confédération. Les crédits compris entre 500 000 francs et 20 millions de francs sont couverts à 85% par la Confédération.

Startups

Elles peuvent solliciter un crédit de transition cautionné à 65% par la Confédération et à 35% par le canton.

banques proposent des crédits transitoires aux entreprises qui en ont besoin.

10 minutes est le temps nécessaire pour remplir, en sept étapes, une demande de crédit.

117'000

accords d'emprunts ont été conclus pour un montant total de 16 milliards de francs jusqu'à fin avril.



5 ans

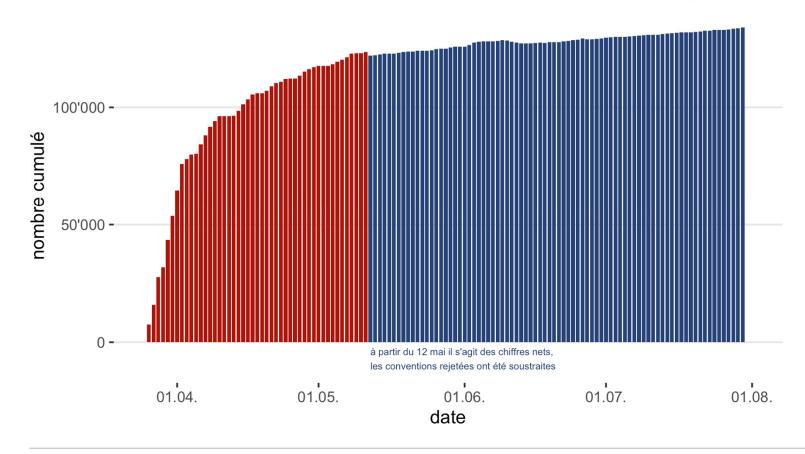


durée pour laquelle le crédit est généralement accordé.

© DFAE, Présence Suisse 2020 / Source: Département fédéral des finances DFF, Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

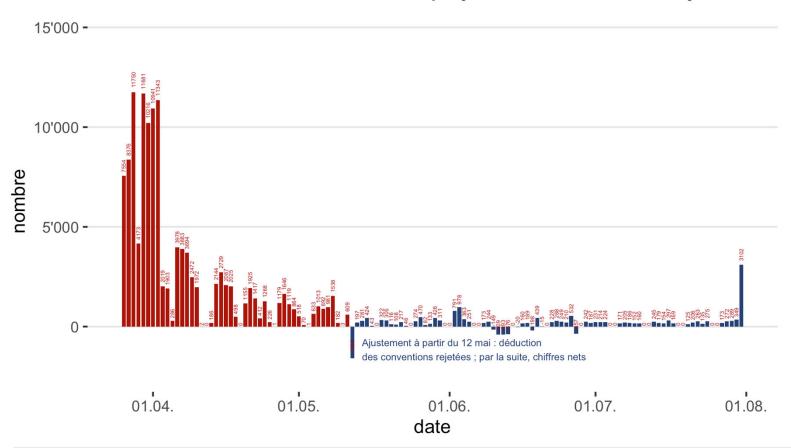
Conventions de crédit COVID-19 cumulés

Total des conventions de crédit COVID-19 cumulées du 26 mars 2020 au 31 juillet 2020



Conventions de crédit COVID-19 par jour

Total des conventions de crédit COVID-19 par jour du 26 mars 2020 au 31 juillet 2020



Nombre et volume des crédits transitoires COVID-19

	Nombre	Montant moyen en CHF	Total en CHF
Accords de crédits COVID-19	137'107	102'000	14'000 mio.*
Crédits COVID-19 Plus	1'130	2.7 mio.**	3'008 mio.**
Total	138'237		17'008 mio.

^{*} Extrapolation à partir du nombre d'accords de crédits et du montant moyen.

Crédits transitoires COVID-19 entièrement remboursés

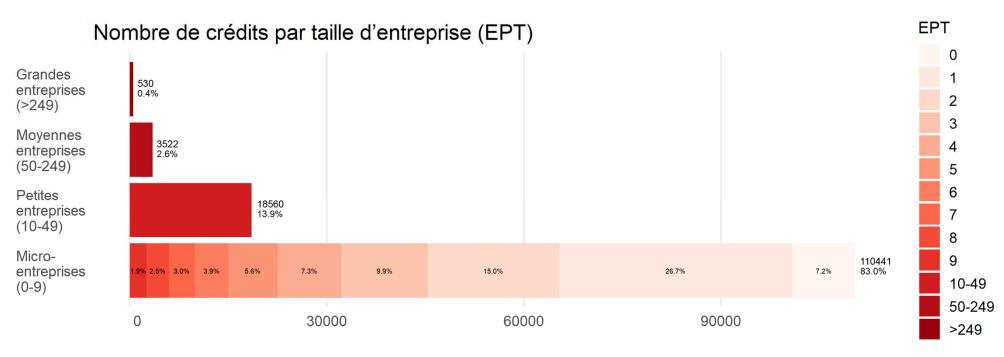
	Nombre de crédits	Montant moyen en CHF	Total en CHF
2020	8'233	224'520	1'848'469'243
2021	3'934	201'084	791'065'487
Total	12'167	216'942	2'639'534'730

Cela correspond à 15,5 % du total de 17 milliards de francs.

Dernière actualisation: 02.06.2021

^{**} Ces chiffres se basent sur la totalité du montant du crédit et non seulement sur les 85% garantis par la Confédération.

Nombre de crédits par taille d'entreprise



covid19.easygov.swiss, Date: 26.08.2020

Obstacles et facteurs de réussite

Obstacles

- Temps
- Données limitées
- Ressources en matière de personnel et d'infrastructure
- Télétravail
- Différentes parties prenantes

Facteurs de réussite

- Pas de bureaucratie
- Cyberadministration (EasyGov.swiss)
- Appétit au risque
- Partenariat public-privé
- Ajustement du programme de soutien aux PME existant (coopératives de garantie de crédit)
- Confiance et assurance